

# La nouvelle édition 2013 du Baromètre de la confiance politique -ASSF

*Un œil sur la sécurité et un œil sur la liberté*

---

• **Date de réalisation :** avril-mai 2013

• **Taille de l'échantillon :** 1210 individus interrogés, échantillon établi sur la base de la répartition générale des habitants publiée par l'Institut National de la Statistique (INS), selon le système des quotas et en se basant sur les critères de l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, le milieu géographique : zone urbaine, rurale et périurbaine (banlieues des villes).

• **Marge d'erreur :** 3%

---

Dans le cadre de études périodiques réalisées conjointement avec « Le Baromètre Arabe de la Démocratie » (ADB), le Forum des Sciences Sociales Appliquées (ASSF-Tunisie ) a publié les résultats de la septième vague d'enquête sur la confiance politique, réalisée au cours de la période s'étalant, entre les 15 et 27 avril 2013.

Le sondage a englobé un échantillon représentatif composé de 1210 personnes interrogées, en direct, sur des questions portant sur leurs intentions de vote et leurs positions envers l'avenir des affaires publiques dans le pays.

## (I) Confiance ou défiance ?

**1 – La confiance individuelle en l’avenir :** Selon les résultats de cette nouvelle édition , le niveau de confiance oscille entre un taux de 36% (indicateur de forte confiance) et 39% (indicateur de moyenne confiance), contre 25% ( un tunisien sur 4) de défiance. Ce taux de défiance de 25% est légèrement en baisse, en comparaison avec les taux de défiance de 26% enregistré sous le gouvernement de Hamadi Jebali, et le taux de 36% enregistré sous le gouvernement de Béji Caid Essebsi et de 26% sous le gouvernement de Mohamed Ghannouchi.

Globalement, il est possible d’avancer qu’après que le niveau de confiance ait atteint le seuil de 78% au cours de la 5<sup>ème</sup> vague (entre indicateurs de forte et de moyenne confiance), ce taux a chuté, au cours de la 6<sup>ème</sup> vague, (décembre 2012) à 74%, pour se positionner, aujourd’hui, à hauteur de 75% . D’une certaine façon, les résultats de cette vague, concernant les niveaux de confiance individuelle en l’avenir, reflètent l’inquiétude d’une large frange de l’opinion publique, qui appréhende, désormais, son avenir, au vu du flou qui entoure la situation politique et des risques sécuritaires et sociaux recrudescents.

## **2 – La confiance en la multiplication des opportunités d’emploi et d’embauche :**

En comparaison avec les résultats de la vague précédente, qui ont fait ressortir 62% des sondés, confiants en l’avenir et optimistes envers les perspectives d’emploi, après que le niveau de confiance au cours de la 5<sup>ème</sup> vague ait avoisiné les 64%, sous le gouvernement de M. Hamadi Jebali et 56% sous le gouvernement de M. Béji Caid Essebsi, le niveau d’espoir chez les Tunisiens est plus stable, concernant l’évolution des opportunités d’emploi. En effet, les taux de confiance varient entre 29% (indicateur de forte confiance) et 39% (indicateur de moyenne confiance), soit 68%, c’est-à-dire un peu plus que le taux enregistré lors de la précédente vague, contre 33% de défiance. Cette légère amélioration, en dépit des craintes inhérentes à l’avenir, semble s’articuler autour du marché de l’emploi, ce qui expliquerait, en partie, la baisse de 2 points du taux de chômage, tel que mentionné dans les données fournies par l’Institut National de la Statistique (de 18% à 16%).

Quant au critère de l'âge, il convient de souligner que la confiance recule proportionnellement à la baisse de l'âge des répondants (63% pour la tranche d'âge 18-35 ans seulement, contre 66% pour les 36-50 ans). Cette spécificité est valable aussi lorsqu'il s'agit de l'augmentation des revenus et de la baisse des prix.

**3 – Source des informations politiques :** L'intérêt porté par les Tunisiens aux affaires publiques se poursuit en dépit de l'ennui et de la torpeur qui ont atteint une large frange parmi eux. En effet, 3 sur 4 des tunisiens disent s'intéresser encore à la chose publique.

Concernant les sources des informations politiques, et au moment où la concurrence bat son plein entre certaines radios privées, pour offrir une programmation diversifiée des informations politiques qui ciblent, foncièrement, les chauffeurs de taxi et les femmes au foyer, la presse écrite, quant à elle, ne bénéficie plus du même intérêt, en tant que source des informations politiques.

En comparant avec la précédente vague, la concurrence est toujours aussi vive et ouverte entre les titres politiques de la presse écrite. Le journal « Echourouk » préserve son leadership en tant que source des informations politiques avec 53%, suivi du quotidien Essarih (14%), puis d'Assabah (8%) et, enfin, de La Presse (6%).

En dépit de la conjoncture délicate que traverse la presse écrite, s'agissant, notamment, du financement, de la commercialisation et de la publicité, corollaire d'une crise économique générale, le rang de premier plan occupé par certains titres en termes de vente et de lecture, semble être lié aux habitudes longtemps acquises par les Tunisiens (Les hommes en particulier), qui recourent à l'accoutumée aux articles et aux papiers ne traitant pas de sujets politiques (Sport, économie, faits divers..etc), contrairement à la situation qui a prévalu à la veille de la Révolution.

#### **4 – Niveau de confiance accordée au Président de l'ANC :**

Les résultats de la 7<sup>ème</sup> vague relève l'altération de l'image morale de la personnalité de M. Mustapha Ben Jaafar, président de l'Assemblée Nationale Constituante (ANC). Cette usure est facilement décelable à travers les résultats de cette vague, où le taux de défiance en la personnalité du président de l'ANC a atteint 52%, contre 43%, au mois de décembre 2012 et 40% en août 2012.

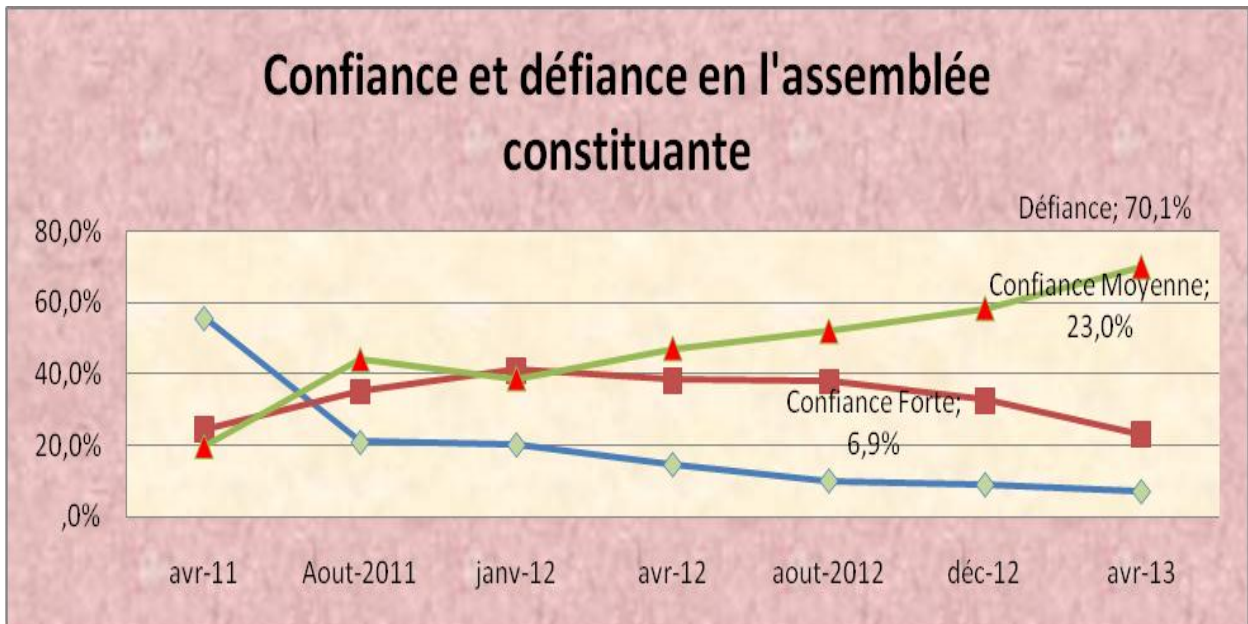
Il convient de faire remarquer dans ce cadre que la baisse de la côte de popularité du président de l'Assemblée relève d'une série de facteurs, dont les principaux sont les suivants :

- L'image négative véhiculée par les débats de la Constituante sur l'affaire des émoluments des constituants

- L'élaboration de la Constitution qui traîne en longueur
- Les difficultés rencontrées par le parti du président de l'ANC et l'impact des conflits internes sur l'image acquise par Ettakattol.

Cependant, le facteur le plus décisif demeure celui de la baisse significative de la côte de popularité de l'ANC qui ne dépasse pas les 30%, contre 70% de taux de défiance. Cette baisse de popularité s'illustre, particulièrement, chez la catégorie des jeunes.

D'une certaine façon, le niveau actuel de la popularité de l'Assemblée est le plus bas, depuis la mise en place de Conseils représentatifs (instance Supérieure pour la Réalisation des objectifs de la Révolution). En contrepartie, nous pouvons souligner le changement enregistré au niveau du taux d'acceptation du rôle de l'opposition au sein de l'Assemblée. Pour la première fois, le niveau de confiance envers le rendement de l'opposition s'élève à 48%, contre 52% de défiance. Par ailleurs, l'évaluation du rendement des partis de la coalition au pouvoir a affiché une baisse ; le taux de défiance ayant atteint 51%.



## 5 – Niveau de confiance placée en la présidence du gouvernement :

D'une certaine façon, le dernier remaniement ministériel opéré, et bien qu'il soit difficile d'évaluer, d'un point de vue rendement, (la barre des 100 jours), il demeure possible, toutefois, d'en définir certains contours au niveau de la chute de la défiance de 3 points.

Bien que modeste, ce taux illustre, probablement, l'accueil favorable de la neutralisation des départements régaliens et l'apaisement de la tension ambiante dans certains rangs de l'opinion publique.

Le sondage fait ressortir que, depuis le mois d'août 2012, la popularité de l'équipe gouvernementale faisait l'objet de réserves, voire de critiques acerbes. Cette critique est intimement liée à la complexité des étapes politique et sécuritaire, tout particulièrement, suite à l'attaque du siège de l'Union Générale Tunisienne de Travail (UGTT), à l'assassinat de Chokri Belaid, leader du Parti des Patriotes Démocrates Unifié et au déclenchement des actions terroristes au Jebel Chaambi.

Cependant, et d'un point de vue global, en initiant une comparaison avec les précédents gouvernements, le cabinet de Ali Laarayedh peut être considéré comme étant moins proche à la ligne rouge (où se positionnait le gouvernement de Hamadi Jebali), dans la mesure où la neutralisation des ministères de souveraineté a eu un impact positif, bien que relatif, sur la psychologie de l'opinion publique.

Bien que la défiance touche toujours, presque un tunisien sur deux, tout particulièrement, la catégorie des 18-35 ans, il n'en demeure pas moins que ce pourcentage a baissé de deux points (40% à 38%).

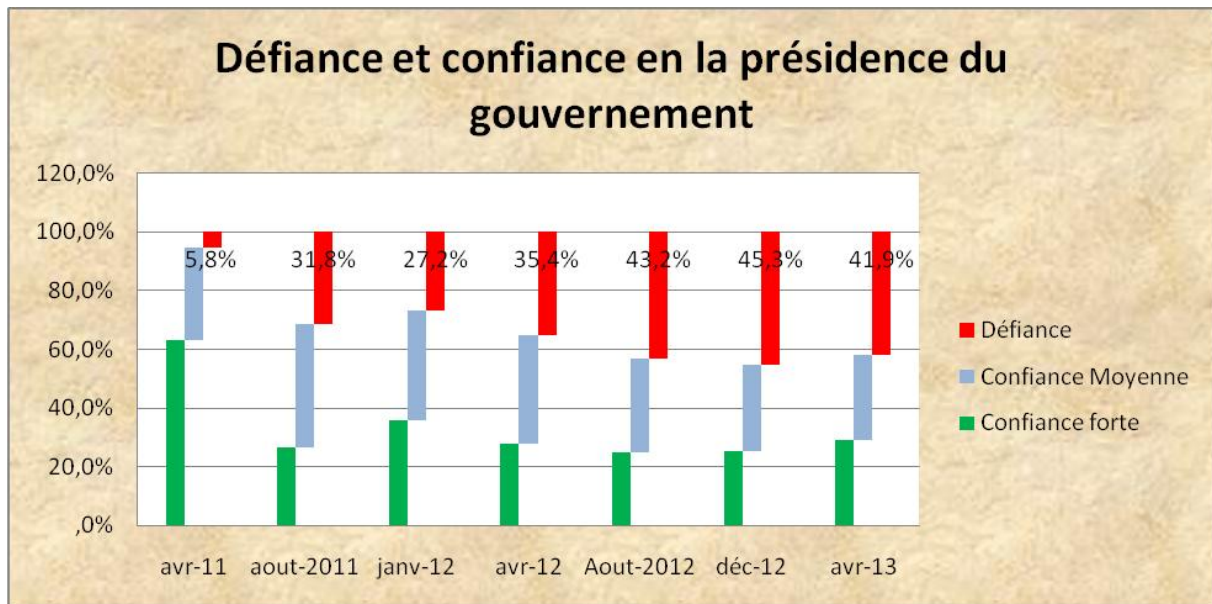
## 6 – Le niveau de confiance envers le chef de l'Etat :

Pour ce qui est du Président de la République, et contrairement aux précédentes vagues, la côte de popularité a atteint son plus bas, ce qui représente une source de préoccupation, d'autant plus que le chef de l'Etat, et compte tenu du poste qui est le sien, est l'autorité la mieux habilitée, logiquement, à trouver les compromis et à illustrer le prestige de l'Etat.

Cette préoccupation est justifiée par le fait que 58% des Tunisiens ne croient plus en le rôle central et axial du chef de l'Etat, alors que seulement 13% des sondés sont amplement satisfaits (indicateur de forte confiance) du rendement du président Marzouki. L'indicateur de moyenne confiance étant de 29%.

A l'instar du Président de l'Assemblée Constituante, la baisse de la cote de la popularité du Président de la République provisoire, M. Moncef Marzouki, paraît quasi confirmée.

Conformément aux évolutions des derniers mois, il est clair que la promotion de l'image d'un président de la République « atypique et anticonformiste », soucieux de désacraliser l'image formaliste et protocolaire de l'institution présidentielle sous l'ancien régime, n'a pas, encore, reçu d'écho auprès de l'opinion publique.



## 7 – Le niveau de confiance en l'UGTT et les organisations de la société civile :

A travers les taux de 34% (indicateur de forte confiance), de 33% (indicateur de moyenne confiance) et de 33% (défiance), nous pouvons avancer que l'Union Générale Tunisienne de Travail (UGTT) a bénéficié d'un capital de sympathie cristallisé après l'attaque subie contre son siège depuis quelques mois.

Cette sympathie n'empêche pas une large frange de l'opinion publique de penser, qu'à travers les grèves auxquelles elle appelle, par moments, l'UGTT représente un facteur instigateur pour entraver le travail au sein des entreprises.

L'amélioration de l'image de l'UGTT est imputable aux positions plus modérées adoptées par les dirigeants de l'organisation syndicale et leurs tentatives d'éviter d'impliquer l'UGTT dans les tiraillements partisans et de s'approprier un rôle régulateur fondé sur le dialogue au sein de la société.

Pour ce qui est des organisations de la société civile et des associations, nous relevons que les résultats de la septième vague ont démontré un rôle positif croissant dévolu aux associations, dès lors que le niveau de confiance en leur rendement a atteint les 77% et que le pourcentage de défiance en ce même rendement a baissé de 25% à 24%.

## **8 – La confiance placée en l'institution sécuritaire, les services municipaux et les autorités locales :**

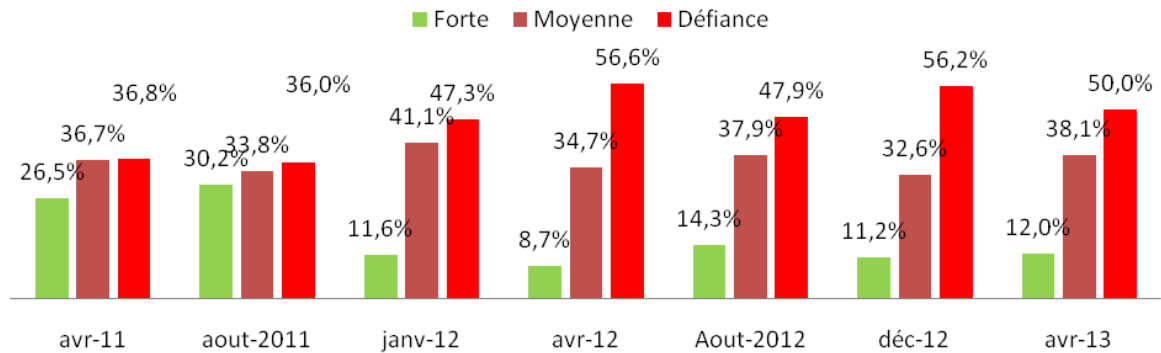
Cette confiance a atteint son plus haut niveau (84%) depuis le déclenchement de la Révolution (47% indicateur de forte confiance et 36% indicateur de moyenne confiance), tandis que la confiance placée en le rendement de l'institution de l'Armée Nationale est de l'ordre de 98%, soit le plus haut taux enregistré, également, depuis le mois de janvier 2011.

S'agissant de l'évaluation des prestations municipales, il convient de faire observer dans ce registre l'amélioration relative du taux de satisfaction des services fournis par les délégations spéciales ou par les communes, en comparaison avec la précédente vague.

Le pourcentage de confiance est désormais de 50%, contre 44% lors de la précédente vague, et 48% au cours de la pénultième vague (la 5<sup>ème</sup>). La même amélioration relative a été constatée concernant les niveaux de confiance accordée aux nouveaux gouverneurs. Le taux a oscillé entre 49% (indicateurs de forte et de moyenne confiance) et 51% (défiance).

Concernant les facteurs entravant les projets de développement, les sondés les imputent, essentiellement, à la désaffection des hommes d'affaires (31%), à la faiblesse des ressources (30%), au rendement du gouvernement (29%) au rôle des gouverneurs (16%) et au manque de la main d'œuvre (14%).

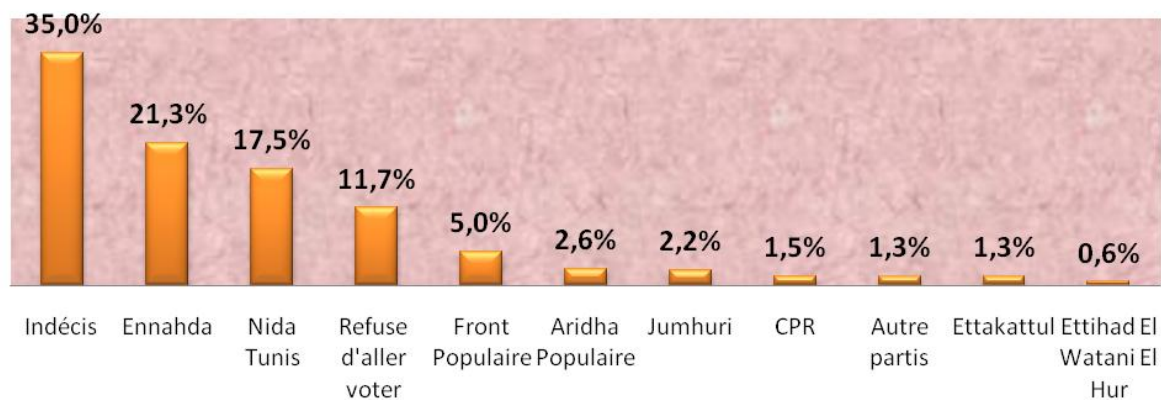
## Confiance en l'administration locale



## 9 – Intentions de vote pour les législatives prévues :

En intégrant le pourcentage des indécis (35%) et le taux de ceux qui ne comptent, ni participer ni voter, lors des prochaines élections (11,7%), le Mouvement « d'Ennahdha » (Renaissance) occupe le premier rang sur la liste des intentions de vote avec 21,3%. Ennahdha est suivie du Parti de « Nida Tounes » (Appel de la Tunisie) avec 17,5% des intentions de vote. Nous trouvons ensuite le Front Populaire (5%), puis Al-Aridha Populaire (2,6%), le Parti Républicain (2,2%), le Congrès pour la République CpR (1,5%) et Ettakattol (1,3%).

## Les intentions de vote pour les prochaines élections législatives





## 10 – Les intentions de vote pour la présidentielle :

Les noms des candidats ont été proposés en se basant sur les conditions d'éligibilité, comme mentionnées dans le projet de la Constitution, d'une part, et sur les intentions des candidatures probables au sein des partis (avant la récente déclaration de candidature de Beji Caid Essebsi), d'autre part.

De plus, les résultats ont été cernés à deux niveaux : le premier est relatif au vote général au premier tour du scrutin qui a abouti aux résultats suivants :

Hamadi Jebali fait un bond de 10 points par rapport à la précédente vague (27,1 %), Taieb Baccouche ou tout autre candidat de Nida Tounes avance de 4 points (22%), Hamma Hammami s'améliore de 6 points (17%), Ahmed Néjib Chebbi progresse de 6 points également (9,7%), contre un recul de Moncef Marzouki et de Mustapha Ben Jaafar de 10 points chacun. Marzouki récolte ainsi 7,7% des intentions de vote, contre 5,4% en faveur de Ben Jaafar.

En cas de duel au second tour de la présidentielle, voici ce que dévoile le sondage au sujet des intentions de vote :

- Moncef Marzouki 51,4 % face à Mustapha Ben Jaafar 48,6 %
- Taieb Baccouche ou tout autre candidat de Nida Tounes 55,3 % face à Moncef Marzouki 28%
- Hamadi Jebali 64,6 % face à Ahmed Néjib Chebbi 35,4%
- Hamadi Jebali 72% face à Moncef Marzouki 28%
- Hamadi Jebali 60,6 % face à Taieb Baccouche ou tout autre candidat de Nida Tounes 39,4%

## (II) Significations et portées ...des principaux résultats du sondage :

1 – **Il est clair que le Tunisien n'a pas déchanté.** En effet, l'intérêt qu'il porte à la chose publique n'a été entamé que partiellement par la déception générée par la non-réalisation des changements attendus. Il ressort du sondage qu'un grand pourcentage des sondés expriment encore le désir de suivre les affaires politiques,

parallèlement à une diminution de la frange des indécis, qui semble en relative baisse, en comparaison avec les précédents sondages.

**2 – Les résultats confirment que la tranche d’âge des 18-35 ans est la catégorie la moins confiante** en le rendement général de la société politique, des partis de la Troïka et de celui de l’ANC, attitude qui influe sur le niveau négatif de la participation de la jeunesse à une révolution placée sous le signe « Les jeunes et leurs aspirations ».

Quant aux intentions de vote, la même catégorie juvénile est plus portée à voter lors de la présidentielle en faveur de Hamadi Jebali (43%), puis de Taieb Baccouche ou tout autre candidat de Nida Tounes, (35%), ensuite de Moncef Marzouki (13%), et enfin de Mustapha Ben Jaafar (8%), en présence d’autres taux minimes qui échouent à Hamma Hammami et à Ahmed Néjib Chebbi.

**3 – La prochaine étape sera peut-être celle des instances intermédiaires et de régulation par excellence.** La crise de confiance dont souffre l’instance constituante, qui est similaire à l’instance législative, (les résultats de cette vague confirment la régression du niveau de confiance placée en cette instance constituante , à un niveau jamais atteint auparavant) , et la crise de confiance qu’éprouve le pouvoir exécutif, compte tenu du plafond des revendications sociales, dans un contexte marqué par la crise sociale et de la cherté de la vie, sont autant de facteurs à même de porter l’intérêt, à l’avenir, vers le rôle des instances de régulation.

Ces instances (de régulation) ont commencé à émerger et ont probablement entamé leur mission, telles que les instances de la justice, de l’information et peut être les organisations syndicales ou celles opérant dans le domaine des droits de l’homme, malgré les réserves exprimées à leur sujet ici et là.

**4 – Le critère du niveau d’instruction paraît déterminant de plusieurs attitudes, tout particulièrement, s’agissant de l’état de déception par rapport à la situation actuelle.**

Les résultats nous montrent que, plus le niveau d’instruction des répondants sont élevés, plus le niveau de confiance baisse. Cette attitude est confirmée, particulièrement, dans les zones urbaine et péri-urbaine et chez les femmes.

Cette propension paraît se muer en une tendance lourde, qui distingue les tendances d’opinion au cours de cette étape, ce qui a été corroboré par les résultats des précédentes vagues.

Cela signifie qu’au moment où les élites et les hauts cadres de l’Etat semblent plus alignés sur les positions de l’opposition, les bases sociales, possédant un niveau

d'instruction moyen, voire bas, sont plus loyaux envers les partis d'Ennahdha et du CPR.

### 5 – En comparaison avec les élections du 23 octobre 2011, les contours de la probable géographie électorale paraissent évidents.

Lorsque les grandes bases électorales des partis d'Ennahdha s'articulent dans les zones du Sud-Est et dans une certaine mesure le Sud-Ouest et le Grand-Tunis, celles de NidaaTounes au Centre-Est et du Front Populaire dans la région du Nord-Ouest, les autres régions (y compris le Centre-Ouest, berceau de la Révolution) semblent comme étant un champ ouvert à toutes les probables alliances ou concessions, en prévision de l'échéance présidentielle (Situations de ballottage).

Cette situation aiderait à tisser une série d'alliances et pousserait à réfléchir à présenter un candidat de consensus. Selon les variables du milieu géographique, il est clair que les zones urbaine et rurale possèdent les mêmes caractéristiques, s'agissant de la bipolarisation (Ennahdha et Nida Tounes), avec un avantage relatif pour le Mouvement d'Ennahdha dans les milieux rural et péri-burbain (ceinture rouge du Grand-Tunis) et un léger avantage en faveur du Nida Tounes dans les centres urbains du Cap-Bon et du Sahel.

Si nous prenons en considérations la variable genre ; on constate que le vote des femmes en faveur des partis de l'opposition est proportionnel à leur niveau d'instruction. Et l'inverse est vrai. A chaque fois que leur niveau d'instruction se réduit, cette frange exprime des intentions de vote pour les partis d'Ennahdha et du CPR. En dépit de la popularité dont bénéficie HamadiJebali, s'il s'engage dans une éventuelle élection présidentielle, la majorité des femmes sont enclines à voter en faveur de Taieb Baccouche ou tout autre candidat du Nida Tounes.

6 – La confiance placée en les institutions de « coercition » a été confirmée, forte en cela par le « tribut de sang » versé par les agents de la garde nationale et de l'armée de terre, résultante des récentes confrontations avec les groupes terroristes et ses victimes sacrifiées dans les rangs de ces institutions.

Il est indéniable que l'évaluation positive du rendement de ces deux institutions, et celle de la police (les forces de la sécurité intérieur) , après avoir été longtemps assimilée au passé répressif de l'ancien régime, trouve sa raison d'être, en comparaison à ce qui se passe sur le terrain, dans le processus de neutralisation du ministère de l'intérieur, sous le gouvernement de M. Ali Laarayedh.

Par ailleurs, et concernant la position par rapport aux handicaps entravant les réalisations post-révolution, notamment, dans les régions, cette position s'articulerait autour de questions essentielles, notamment, les grèves et le blocage

des routes (35% chez les Hommes et 24% chez les Femmes), tandis que la majorité des préoccupations liées aux questions de la violence se focalisent sur la violence des braquages (54% chez les Femmes), la violence politique et la violence salafiste.

